

RELAYANT ET ACCOMPAGNANT LA CONTESTATION SOCIALE

Le RCD appelle à une marche à Alger mardi prochain

Contrairement à l'idée en vogue, les partis politiques ne sont pas tous logés à la même enseigne. Le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) relaye de la meilleure manière qui soit le large mouvement de contestation sociale qui a marqué le pays la fin de semaine écoulée. Le parti a, dès hier mercredi, déposé une demande pour une marche populaire à Alger le mardi 18 janvier.

Sofiane Aït-Ifilis - Alger

(Le Soir) - Le RCD passe à une étape plus marquante dans son accompagnement des contestations sociales légitimées, faut-il le dire, par le marasme social ambiant, conséquence d'une gouvernance au rabais. Le parti, qui déjà a appelé à l'organisation d'un débat parlementaire à l'Assemblée populaire nationale (APN) autour de l'origine des émeutes qui

ont ébranlé le pays, enchaîne avec un appel à une marche populaire à Alger.

Une marche qui, souligne-t-il dans un communiqué rendu public hier, en fin de journée, permettra aux citoyennes et citoyens «d'exprimer pacifiquement leurs inquiétudes et leurs revendications dans un cadre concerté en vue d'aboutir à la mise en œuvre d'une phase de

transition permettant au peuple algérien de décider librement de son destin.»

Le RCD a informé, au passage, qu'il a déposé le jour même auprès des autorités concernées de la Wilaya d'Alger une demande d'autorisation de cette manifestation pacifique. L'on croit savoir que le parti aurait choisi de faire ébranler cette marche de la place du 1^{er} Mai vers le siège de l'hémicycle parlementaire, l'APN.

Cet appel à l'organisation d'une marche pacifique intervient, il y a lieu de le faire remarquer, quelques jours à peine après que le ministre de l'Intérieur, Dahou Ould-Kablia, eut accusé les partis politiques et les syndicats de ne pas formuler des demandes pour des manifestations publiques pacifiques. L'initiative du RCD le sou-

met en quelque sorte au test de vérité. En effet, il demeure intéressant de savoir qu'elle réponse les autorités réserveront à la demande du RCD.

L'on sait que les marches dans Alger sont interdites depuis le 18 juin 2001, soit quatre jours après la marche mémorable des archs de Kabylie.

Si le parti de Saïd Sadi persévère dans son effort d'accompagner le mouvement social, c'est qu'il reste convaincu que «l'heure n'est plus aux tergiversations ou aux spéculations partisans. Il est encore temps de sauver l'Algérie du chaos par un engagement citoyen à la mesure des enjeux. Nos aînés ont libéré la terre algérienne d'un ordre politique anachronique pour lui substituer un Etat démocratique et social. Le devoir de tout

patriote algérien est d'honorer ce sacrifice et cette promesse».

Le RCD considère en outre que «les sanctions qui s'abattent sur les jeunes manifestants sont, en dépit des violences qu'ils ont pu commettre, une manœuvre injuste et dilatoire.

La conjoncture actuelle appelle d'autres décisions que le recours à un juridisme fallacieux». Et que par ailleurs, «la désinformation orchestrée, à travers des relais tapis dans une certaine presse — et quelques clubs universitaires — accablant l'opposition démocratique pour exonérer le pouvoir de sa banqueroute, ne rencontre aucun écho dans le pays» et qu'enfin «ces manœuvres improvisées témoignent de la fébrilité, de l'incapacité et du refus

obstiné du pouvoir d'assumer sa responsabilité dans le désastre national».

Rétorquant à Ould Kablia qui a soutenu que «le seul sport qui intéresse les jeunes, c'est la rapine et le vol», le RCD a noté que «ce responsable travaille intentionnellement à rallumer la braise pour retarder l'émergence d'une contestation politique organisée».

Le parti a réitéré son appel aux forces patriotiques à demeurer mobilisées en vue de déjouer les provocations et la désinformation.

Le parti n'a pas, enfin, omis de prendre acte des sanctions qu'ont subies les ministres tunisiens de la communication et de l'intérieur, faisant remarquer qu'il n'en a pas été de même en Algérie.

S. A. I.

HIER À LA CHAÎNE I :

Belkhadem contredit Ould-Kablia et tire sur Ouyahia

«Sincèrement, je ne peux accuser une quelconque partie d'être derrière les derniers événements qui viennent de secouer le pays.» C'est ce qu'a affirmé, hier mercredi, Abdelaziz Belkhadem, le ministre d'Etat, représentant personnel du président de la République, lors de son passage à l'émission «Tahaoulate» de la Chaîne I de la Radio nationale.

Kamel Amarni - Alger

(Le Soir) - Pas de manipulation donc dans la violente vague des émeutes de la semaine dernière pour le ministre qui parle, il faut bien le souligner, au nom de Abdelaziz Bouteflika.

«Nous regrettons qu'il y ait eu trois morts durant ces événements», car, tenait-il à préciser, «la personne annoncée pour morte à Annaba n'est pas à attribuer à ces mêmes événements». Pour Belkhadem, «c'est l'image du pays qui en pâtit dans cette affaire. Il s'explique : «Si en 1988, beaucoup d'ingrédients étaient réunis pour expliquer l'ampleur de l'explosion comme les pénuries, le chômage, la baisse des recettes pétrolières, ce n'est pas le cas de nos jours.» Aussi, il n'omettra pas de rappeler que le pays «n'avait plus investi depuis 1986. A cette situation de non-investissement, était venue se greffer la décennie de terrorisme et de terreur qui a ravagé l'Algérie». A l'arrivée, «lorsque le président Bouteflika accédait au pouvoir en 1999, il y avait trop de retard cumulé. Le chômage, par exemple,

dépassait à l'époque les 30%». Il en vient alors à «la politique de développement engagée par le président» avec les différents plans dont les montants sont considérables. Ce qui lui permet une bonne opportunité pour décocher une petite pique à l'endroit de... Ahmed Ouyahia.

Même indirecte, c'est quand même le Premier ministre qui sera visé à travers la phrase qui suit : «Le président s'occupe des grands choix stratégiques pour le pays. Quant à la gestion quotidienne, elle est laissée au gouvernement. Il y a trois ans (Belkhadem était alors chef du gouvernement, ndlr), le gouvernement a pu endiguer le phénomène de la spéculation qui frappait de manière récurrente le prix de la pomme de terre et ce, en procédant à l'achat de toute la production aux agriculteurs, au prix de saison. De la sorte, on inondait le marché dès que la pénurie commençait à menacer.» Ce qui l'amène à dire : «Il faut que nous prenions nos précautions à l'avenir pour prévoir des situations comme celle de fin



Photo : Samir Sid.

décembre dernier où nous avons été pris de court par les montées brutales des prix du sucre et de l'huile sur le marché mondial.» Belkhadem parlera ensuite des monopoles : «Il est anormal que l'importation d'un produit aussi important que le sucre soit sous le monopole de cinq personnes. Il faut casser ces monopoles sur tous les produits stratégiques. Du sucre au médicament».

En revanche, Belkhadem préconise «l'encadrement du marché informel exercé par les petits commerçants. Essayer de l'intégrer dans l'économie nationale formelle au lieu de tenter de l'éradiquer».

Reconnaissant par ailleurs qu'il «existe effectivement des tares et des insuffisances», comme la corruption, certaines injustices dans les distributions de logements, Belkhadem estime injuste d'accuser les partis et la société civile. «C'est faux que d'affirmer que ce sont les partis politiques et la société civile qui sont responsables des derniers événements.» ! Et là, c'est directement le ministre de l'Intérieur qui est visé. Dahou Ould-Kablia avait en effet accusé les partis politiques et la société civile d'être responsables des événements, par leur passivité.

K. A.

SALUANT LE RÔLE DE LA MOSQUÉE

LORS DES ÉMEUTES

Ghoulamallah charge les autres institutions

Le ministre des Affaires religieuses est convaincu que l'intervention des imams pour appeler les jeunes émeutiers au calme a permis d'éviter le pire. Il en a félicité les imams et s'est dit étonné du silence des autres institutions. Ghoulamallah s'exprimait hier à l'occasion de la tenue de la conférence des imams consacrée — actualité oblige — au thème de la citoyenneté et du recours à la violence.

Le ministre des Affaires religieuses en a profité pour livrer sa lecture des événements ayant secoué plusieurs régions du pays. Sans surprise, il a accusé manipulateurs et autres spéculateurs, dénonçant au passage le silence de la famille de l'éducation, de l'université et des élus qui, selon le ministre, n'ont pas participé à l'apaisement des esprits.

Il considère également que ce n'est certainement pas la cherté de la vie qui est à l'origine des émeutes au regard du jeune âge des émeutiers. Les émeutes ne sont, selon lui, pas un signe de bonne santé mais au contraire le signe que quelque chose ne va pas mais le ministre s'est gardé d'en faire le diagnostic, se contentant de rappeler que la citoyenneté est avant tout des devoirs avant d'être une succession de droits.

Au cours de cette rencontre, sociologues, psychologues se sont succédé pour tenter de diagnostiquer les événements. Ils ont tous insisté sur le rôle que doivent jouer l'école et la famille en inculquant aux jeunes des valeurs sûres qui les mettraient à l'abri des tentatives de manipulation. De son côté, le directeur des affaires religieuses, qui avait également salué le rôle des imams, a rappelé que le thème de la rencontre avait été choisi lorsque plusieurs quartiers de la capitale avaient été le théâtre de manifestations à l'occasion de l'opération d'éradication de l'habitat précaire. A l'époque déjà, rappelle-t-il, les imams avaient anticipé et appelé au calme. Ils se sont une seconde fois investis après le déclenchement des émeutes sans attendre de directives de leur tutelle. De leur côté, les imams du centre du pays, réunis hier à Dar-El-Imam à Mohamadia, ont rendu public un communiqué saluant les dernières mesures prises par le gouvernement en ce qui concerne le plafonnement des prix de certaines denrées alimentaires essentielles, insistant sur le maintien du lien entre la mosquée et la rue, appelant les élus et les pouvoirs publics à prendre leurs responsabilités et demandant expressément aux instances judiciaires d'être clémentes avec les émeutiers arrêtés ces derniers jours. Précision de Ghoulamallah : il ne s'agit pas là de la position officielle de son département ministériel mais d'une proposition émanant des imams.

Nawal Imès